

Rappel historique : 1960-1962

Par Jean-Claude Gillet

Le PSU¹ est fondé le 3 avril 1960 lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux : au même moment «... une conférence nationale organise les 800 étudiants² que compte le Parti et désigne le premier SNE... parmi les animateurs des ESU³ les itinéraires militants divergeront par la suite... c'est Raymond Le Loch, trésorier, et Georges Chapelle, chargé de la propagande, qui jouent le rôle essentiel dans le lancement du mouvement étudiant »⁴.

La lutte contre la guerre d'Algérie est un des principaux enjeux à partir duquel les organisations constitutives du PSU (le PSA, l'UGS et Tribune du communisme) procèdent à leur fusion. Cette décision est une condamnation de la trahison colonialiste de la SFIO (de l'expédition de Suez à la guerre menée contre le peuple algérien luttant pour son indépendance) et à l'attentisme prudent du PCF. En effet, le gouvernement de Guy Mollet avait disposé « en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances, en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire » et ce grâce au soutien complémentaire du PCF permettant que ce texte soit adopté à l'Assemblée nationale, le 12 mars 1956, par 455 voix, y compris celles des 146 députés du Parti Communiste Français, contre 76. Cette évolution est parallèle à celle de l'UNEF où peu à peu la « mino », favorable à la paix en Algérie et opposée à la politique du gouvernement gaulliste, prend la direction du syndicat étudiant en 1956 et, dans une AG extraordinaire tenue le 19 juin 1960, avec un ordre du jour intitulé « Position de l'UNEF et des AGE sur le problème algérien », décide de rétablir ses relations avec l'UGEMA, ce qui entraîne la suppression de la subvention que le pouvoir versait à l'UNEF. Les liens entre PSU et UNEF sont réels : Jacques Freyssinet, président en 1959-1960 est adhérent, Pierre Gaudez, président en 1960-61, est considéré comme sympathisant du parti, de même que Dominique Wallon en 1961-62 (et beaucoup d'autres plus anciens ou futurs présidents ou membres de bureaux seront aux côtés du PSU), et le combat contre la guerre d'Algérie instaurera une alliance stratégique entre les deux composantes, même si elle reste implicite compte tenu des rôles spécifiques de l'une et de l'autre, le syndicalisme étudiant fondant aussi sa légitimité vis-à-vis des autres syndicats par son indépendance de jugement et d'action.

Les 16 et 17 décembre 1960, après la manifestation unitaire du 27 octobre 1960 à la Mutualité⁵ et celles nombreuses venues des JSU et des ESU qui ponctueront de façon

¹ Ces quelques pages sont notamment le résultat d'une organisation « littéraire » de notes de recherche réalisées par Roger Barralis et Bernard Ravenel. La période ayant été traitée déjà brillamment par Marc Heurgon, il est inutile de s'y attarder : nous nous proposons simplement de rassembler les données et enjeux concernant les ESU dans le contexte politique de cette période. Nous renvoyons le lecteur pour une information plus complète sur le PSU à son ouvrage *Histoire du PSU*, Editions La Découverte, tome 1, 1994. Nous avons aussi utilisé quelques informations du mémoire de Celia Bobet, *Les Étudiants Socialistes Unifiés dans les années soixante*, Université de Paris X, 2001-2002.

² Ils seraient 720 en 1961 (cf. Celia Bobet, *Les Étudiants Socialistes Unifiés dans les années soixante. Une organisation politique étudiante de la guerre d'Algérie à mai 68*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris X Nanterre, 2002).

³ Marc Heurgon, op. cit.

⁴ Lucien Sfez est le premier secrétaire national étudiant des ESU élu, au sein d'un SNE de 7 membres comprenant également Raymond Le Loch (trésorier), Georges Chapelle, Etienne Grumbach (neveu de Pierre Mendès France, qui passera quelques années plus tard à l'UJCml), Jacques Pomonti, Luc Soubre et Jacques Moreau (ce dernier rédacteur en chef du journal *Tribune étudiante*).

⁵ A l'appel notamment de l'UNEF, de la CFTC et de la FEN, où le PCF a brillé par son absence et où le PSU a été particulièrement remarqué d'autant plus qu'il conduit seul la manifestation à la sortie de la Mutualité, composée d'environ 5000 manifestants, violemment réprimés par la police.

relativement marquante notamment l'année 1961, se tient une Conférence nationale extraordinaire des étudiants du PSU, lesquels sont membres du parti et non une organisation différente comme l'est l'UEC : on peut être membre de l'UEC d'une part et du PCF d'autre part, mais on peut adhérer aux seuls UEC. Pour les étudiants du PSU leur « *spécificité est marquée par l'existence d'une organisation qui leur est propre. Les étudiants du PSU s'octroient d'ailleurs, de leur propre initiative, le sigle ESU, Étudiants Socialistes Unifiés, qui n'était pas prévu par la direction nationale, ni présent dans les statuts. Ce sigle permet de parler des ESU plutôt que des "étudiants du PSU". A travers lui, ils affirment déjà leur identité, ils se déterminent eux-mêmes* »⁶.

Raymond Le Loch est élu secrétaire général. Le SNE (dont une des missions est de s'assurer des liens avec la direction du parti et des liaisons avec les autres organisations étudiantes, syndicales, politiques ou appartenant à des fédérations d'éducation populaire⁷, ainsi que la mise en place de commissions thématiques et de la vie de *Tribune étudiante* : un découpage en huit régions fut ensuite envisagé, mais n'est jamais réellement intervenu) élu comprend 10 membres (dont Alain Geismar, de Nancy, aux relations avec la province) et se trouve très vite confronté, comme le PSU à la même période, à la question du soutien à l'insoumission, qui divise profondément les militants : le Manifeste des 121 est le lieu de rassemblement d'intellectuels, de journalistes, d'écrivains⁸ qui affirment cette position, ainsi qu'un soutien à ceux qui aident le FLN (le réseau Jeune Résistance), caricaturés parfois avec le sobriquet de « porteurs de valises ». Certains ont été, sont ou seront proches du PSU : Jean Baby, Jean-Louis Bory (interrogé dans le 1^o numéro de *Tribune étudiante* en décembre 1960), Pierre Vidal-Naquet, Laurent Schwartz, Daniel Guérin, Marc Barbut, Jérôme Lindon parmi une vingtaine au total. Quelques étudiants vont militer aux côtés du FLN, basculeront dans la désertion ou quitteront le PSU jugé trop mou dans sa solidarité avec le peuple algérien. Globalement les ESU resteront proches des positions de la direction du parti, tout en refusant fermement l'anathème contre ces actes isolés, même si le débat fut parfois vif et approfondi entre les militants⁹.

Marc Heurgon et Michel Rocard vont se retrouver sur une position identique, celle du refus d'un soutien de la part du PSU en tant que parti à l'insoumission, rejoignant les positions d'Edouard Depreux et de Gilles Martinet, lequel déclarait il y a quelques années à la RTBF : « *J'ai, à l'époque, une situation très particulière. Je suis le rédacteur en chef, puis le directeur de France-Observateur et je suis l'un des principaux dirigeants du PSU. Alors, j'ai des problèmes complexes, notamment en ce qui concerne le PSU et l'attitude à l'égard des « porteurs de valises ». Parce que d'un côté je comprends tout à fait qu'un certain nombre de camarades aident directement le FLN et d'un autre côté je ne veux pas que le PSU en tant*

⁶ Cf. Celia Bobet, op. cit.

⁷ Selon Celia Bobet, « *il gère également l'organisation des stages étudiants, la parution de l'organe de presse étudiante du PSU, la préparation de la conférence nationale étudiante... L'existence même du SNE des ESU est à la fois le témoin du bon fonctionnement des ESU et le moteur de l'activité de l'organisation étudiante* ».

⁸ On y trouve en particulier les signatures suivantes : André Breton, [Arthur Adamov](#), [Jean Baby](#), [Simone de Beauvoir](#), [Robert Benayoun](#), [Maurice Blanchot](#), [Roger Blin](#), [Jean-Louis Bory](#), [Pierre Boulez](#), [Alain Cuny](#), [Guy Debord](#), [Marguerite Duras](#), [Edouard Glissant](#), [Daniel Guérin](#), [Claude Lanzmann](#), [Henri Lefebvre](#), [Michel Leiris](#), [Jérôme Lindon](#), [Eric Losfeld](#), [André Mandouze](#), [Maud Mannoni](#), François Maspero, Edgar Morin, [Théodore Monod](#), [Maurice Nadeau](#), [Jean-Bertrand Pontalis](#), Alain Robbe-Grillet, [Madeleine Rebérioux](#), [Alain Resnais](#), [Claude Roy](#), [Françoise Sagan](#), [Nathalie Sarraute](#), Jean-Paul Sartre, [Claude Sautet](#), [Catherine Sauvage](#), [Laurent Schwartz](#), [Simone Signoret](#), [D. de la Souchère](#), [François Truffaut](#), [Pierre Vidal-Naquet](#).

⁹ *Front*, le journal des lycéens de la Fédération de Paris du PSU en porte témoignage. Son n°1 daté du 12 mai 1962 porte en titre de couverture : « Amnistiez les insoumis »

que parti politique soit lié à cette action de solidarité. Pour toute une série de raisons. Parce que nous voulons coller, coller, plus exactement nous voulons influencer une partie de l'opinion pour qui le phénomène aussi bien « des 121 » que des « porteurs de valises » est un phénomène marginal. Nous voulons influencer plus loin. Nous avons le problème des Français d'Algérie que nous voulons, aussi, d'une certaine manière influencer. Et, nous voulons, donc, porter l'affaire sur le terrain des grandes manifestations, ... Et, donc, je ne suis pas dans le groupe « des 121 » même si beaucoup de mes amis y sont. Je ne suis pas dans le groupe « des 121 » et je n'encourage pas, au sein du PSU, les "porteurs de valises" ». La lutte s'élargit aussi au sein du Front Universitaire Antifasciste et contre l'OAS.

Le 1^{er} congrès du PSU se tient les 24, 25 et 26 mars 1961 à Clichy : on y parle avec Serge Mallet de « *néo-capitalisme* » et de « *couches nouvelles* », d'« *instauration du socialisme* » et non du retour à « *une simple démocratie renouée* », de la stratégie dite du « *Front socialiste* ». Dans une motion spécifique le PSU définit l'étudiant « *comme un jeune travailleur productif* » ayant droit en conséquence à un « *présalaire* ». L'étudiant est ainsi assimilé à la population active, car, s'il va tirer un bénéfice de sa formation universitaire, c'est en même temps toute la société qui tirera profit de son investissement, constitué par deux aspects : l'insertion de l'étudiant dans une profession future, le coût économique pour la société de l'entrée à l'université, société qui retrouvera sa mise en quelque sorte dans le statut du futur salarié. Les idées de la charte de Grenoble élaborée en 1946 par l'UNEF sur l'étudiant comme « *Jeune travailleur intellectuel* » sont en quelque sorte reprises à son compte par le PSU et approfondies. Les ESU refusent, comme la majorité de l'UNEF et en opposition avec l'appareil de l'UEC, l'attribution de bourses sur critères sociaux, revendiquant l'idée d'une autonome collective du groupe étudiant par rapport à leur famille, évitant ainsi une dépendance liée à cette forme d'assistantat. Ces positions seront largement approfondies dans les années qui vont suivre. Dans cette période, au bureau national du PSU, Jean Arthuys est chargé des questions étudiantes.

Les 31 mars-1^{er} avril 1961, est organisée la 2^{ème} Conférence nationale étudiante annuelle ordinaire : il est procédé à une élection d'un nouveau SNE, dont Yves Tavernier est secrétaire général, avec J.-P. Delaville comme secrétaire national adjoint : le premier deviendra membre du CPN élu au congrès du PSU de Clichy en 1961, alors que le second fut élu comme représentant de l'UGS au CPN issu de la fusion. Il est décidé une amplification de l'action des ESU en milieu étudiant contre la guerre d'Algérie (la tentative de putsch à Alger menée à partir du 21 avril au soir vient d'échouer). L'actualité va marquer une phase tragique de l'histoire coloniale française. Le 17 octobre et son massacre d'Algériens vont intervenir avec le préfet Papon¹⁰ : en réponse le PSU manifeste le 1^{er} novembre place Clichy¹¹, puis ce sont douze organisations de jeunesse soutenues par le PSU le 18 novembre à la porte Saint-Denis, le PSU avec le PCF le 6 décembre notamment à Paris, et le 19 décembre les syndicats soutenus par le PCF et le PSU, dans un axe PCF-CGT d'un côté et CFTC-UNEF-PSU de l'autre, note Marc Heurgon. Plusieurs responsables des ESU, mais pas seulement bien sûr, sont blessés au cours d'affrontements avec la police. La manifestation de Charonne viendra ensuite le 8 février 1962, suivie de la manifestation de la gauche syndicale et politique du 13

¹⁰ Les débats sur l'insoumission vont alors passer à l'arrière-plan.

¹¹ Il faut « *faire donner la rue* » : c'est ainsi que Michel Rocard résume la position de François Furet, alors membre de la direction fédérale parisienne du PSU, pour contrer l'interdiction du pouvoir gaulliste de manifester et pour mettre le PCF face à ses contradictions, incapable jusque-là de mettre ses forces militantes dans l'espace public, incohérent par rapport à ses positions officielles. (cf. extrait de l'entretien que Michel Rocard a accordé à un groupe composé de Bernard Ravenel, Roger Barralis et Guy Philippon. le 10 mai 2006 : DVD. Collection particulière).

février. Marc Heurgon considère que « *la grande chance du PSU a été la guerre d'Algérie* » : phrase maladroite peut-être pour signifier que le PSU a récolté une audience sans correspondance ni avec ses effectifs, ni avec son organisation, et en dépit de ses conflits internes permanents. Disons pour être plus exact que le PSU a su se saisir des opportunités offertes par le déroulement de l'histoire.

La Conférence nationale souhaite aussi un investissement plus marqué encore dans la vie de l'UNEF, ainsi qu'un engagement plus affirmé sur la revendication de l'allocation d'études¹².

De plus est élu un « Comité de coordination étudiant », plus large que le SNE, qui se réunit le 27 mai, puis en novembre. A cette date, un Bulletin intérieur des ESU paraît affirmant la stratégie du « Front socialiste », marquant ainsi son refus d'une intégration dans une union traditionnelle des partis dits de gauche, avec notamment la SFIO. Cette position entre en écho avec les débats plus ou moins feutrés d'il y a quelques semaines au sein du PSU concernant une éventuelle constitution d'une alliance avec une SFIO devenue fermement oppositionnelle au gaullisme. En effet, ceux qui se réclament de l'orientation du Front socialiste¹³ sont en réalité divisés entre les uns qui voudraient faire changer de perspective les autres forces de gauche par une unité de stratégie et d'action, rendant ainsi possible la disparition d'un PSU devenu inutile, et les autres qui pensent que seule une force neuve et conquérante peut permettre de faire évoluer les rapports de forces à gauche vers une réelle perspective de démocratie socialiste. Certes, la seconde aura beaucoup de difficulté à s'incarner dans le PSU, mais la tentation social-démocrate trouvera cette année-là son impossibilité. Elle constituera cependant un chant des sirènes régulièrement renouvelé et chaque fois refusé tout au long de l'histoire du PSU.

Une tendance socialiste révolutionnaire se constitue¹⁴ et se renforce par une réunion en mai et une autre en novembre. Très vite, dès janvier 1962, une partie quitte le PSU désormais vécu par ces militants comme une organisation réformiste et velléitaire. Le rapport préparatoire à la prochaine Conférence Nationale Étudiante fait état de toutes ces difficultés rencontrées avec les « oppositionnels » ayant refusé de collaborer à des activités communes (service d'ordre au moment du putsch en avril 61, manifestations boycottées). Il analyse la nature des liens entre les sections étudiantes et les sections « adultes » et évalue plutôt positivement « *l'intégration* » des étudiants aux débats du Parti. Un récapitulatif des activités est réalisé : manifestations organisées par les étudiants du PSU ou celles auxquelles ils ont participé (23 octobre, 18 novembre, 6 décembre, 19 décembre 61, 8 février 62) ; contacts avec les étudiants algériens ; lutte antifasciste (notamment avec le FUA en un travail en direction du contingent) ; l'action anticolonialiste ; les relations avec l'UEC (« *Nous sommes amenés à jouer un jeu serré avec l'UEC dans cette lutte d'influence qui est liée au développement des étudiants du PSU* ») ; celles avec l'UNEF et les mouvements de jeunesse ; les relations

¹² Un stage étudiant est organisé du 31 mars au 6 avril 1961 sur le thème de la démocratisation de l'enseignement et un autre sur le syndicalisme étudiant et la transition vers le socialisme du 9 au 16 septembre 1961.

¹³ Jean Poperen opposera plus tard au Front socialiste la notion de « Front de classe » qui n'aura pas le succès escompté auprès des militants du PSU, tant elle rappelle les errances d'une certaine conception stalinienne de l'unité d'action d'avant la guerre, mais aussi parce que les contours d'une définition traditionnelle de la « classe » sont en position critique face à l'émergence des débats sur « *La nouvelle ouvrière* » de Serge Mallet (1963), « *Une nouvelle classe ouvrière* » de Pierre Belleville (1963) ou sur le thème plus précis des « couches nouvelles » qui, dans l'appareil de production (ingénieurs, techniciens et cadres), participent avec plus de force à la production collective de la plus-value capitaliste et contestent leur fonction de servilité du capital.

¹⁴ L'auteur du présent article en a fait partie momentanément.

internationales (FMJD, contacts avec les jeunesses de la gauche socialiste européenne, plusieurs stages, rencontres avec des groupes européens ou du Tiers-Monde) ; édition d'un journal (deux numéros depuis la rentrée universitaire 61) ; plusieurs stages de formation interne.

La conclusion évoque une réorganisation plutôt positive (déplacements en province, contacts avec les sections étudiantes, participation aux activités du PSU, développement des effectifs, implantation renforcée). Les faiblesses notoires signalées concernent le niveau de formation des étudiants (d'où le projet d'inscrire le Front Socialiste comme thème de la prochaine CNE) et la déliquescence là où les conflits fédéraux paralysent le développement du parti lui-même et donc des étudiants par contrecoup. Après la guerre d'Algérie, l'objectif central affirmé est celui de construire « *le meilleur instrument pour promouvoir le socialisme* » en milieu étudiant.

Les 31 mars et 1^{er} avril 1962 se tient la 3^{ème} conférence nationale étudiante ordinaire¹⁵ : Jacques Kergoat devient secrétaire général, au sein d'un SNE de 7 membres comprenant notamment Jacques-Arnaud Penent (responsable région Parisienne) et Jean-Louis Peninou (responsable province). Peu avant, un accord de cessez-le feu est intervenu en Algérie le 19 mars 1962, puis le 1^{er} juillet 1962 un référendum consacre l'indépendance de l'Algérie. C'est désormais la question de l'opposition au référendum sur l'élection du président de la république au suffrage universel qui mobilise le Parti, avec le caractère autoritaire du gaullisme qui va désormais s'affirmer de plus en plus, cherchant une nouvelle légitimité par l'instauration de ce « plébiscite » : le PSU soutient le non, mais refuse la constitution d'« un cartel des non » qui n'aurait aucun sens de clarification pour la gauche. L'avenir montrera que toute la 5^{ème} République a été contaminée par cette dérive politique, rongant de façon permanente la démocratie politique française. Certes les gaullistes gagnent les élections législatives qui suivent leur victoire au référendum et Pompidou deviendra Premier ministre. Mais les germes de mai 68 perçaient déjà sous le Général.

L'activité des ESU est visible à travers les échos qui paraissent dans *Tribune Socialiste* : le compte rendu d'une journée nationale d'action universitaire du 7 novembre 1962 (n° 123 du 17 novembre 1962) ; un entretien avec Jean-Claude Roure, Président de l'UNEF, après une assemblée générale du syndicat en décembre 1962 ; un entretien dans le même numéro avec des prépas et notamment Jacques-Arnaud Penent qui est le président de l'AGPLA¹⁶ ; l'annonce d'une réunion publique de la section sciences des étudiants du PSU le même mois sur « la démocratie socialiste seule alternative au gaullisme » (les trois informations dans le n° 126 du 8 décembre 1962). Le *Bulletin intérieur du SNE* de novembre 1962 (nouvelle formule, 8 pages ronéotées) regrette que « *peu de sections ou de groupes donnent de leurs nouvelles régulièrement* ». On y donne cependant des nouvelles des sections de Rouen, Aix, Reims, Sorbonne, Sciences-po. On y apprend qu'un programme de formation est mis en route dans la région parisienne sur les éléments fondamentaux du marxisme et sur la théorie léniniste (idem à la section ESU de Pau sur des thématiques proches sous la responsabilité de Christian Blanc) ; que l'agression contre Cuba a été l'occasion d'une manifestation commune à Paris avec l'UEC ; qu'« *une journée d'études syndicales des militants PSU ayant des responsabilités à l'UNEF aura lieu les 24 et 25 novembre à Paris.*

¹⁵ Des tentatives d'unification entre Jeunes du PSU (JSU) et ESU ont été tentées, mais ont échoué pour des raisons de conflits idéologiques et donc de tendances, mais aussi pour des raisons organisationnelles rendant difficile une cohabitation de ces deux groupes parfois devenus « sociologiquement » hostiles.

¹⁶ Il deviendra Secrétaire national des étudiants du PSU en fin 1963.

C'est la première réunion de ce genre depuis la création du parti ». Il est vrai que la place de l'UNEF dans la configuration politico-syndicale française après la guerre d'Algérie va devenir désormais un enjeu premier pour les étudiants engagés politiquement à gauche.

« *Au cœur des luttes des années soixante : les étudiants du PSU – Une utopie porteuse d'avenir ?* », *PubliSud 2010 pp.33-40*